



Rapport économique 2024-2025

ROYAUME DU MAROC

23/07/2025

Résumé exécutif

En 2025, l'économie marocaine poursuit sa croissance, portée par des indicateurs macroéconomiques favorables et une gouvernance saluée par les institutions internationales. La gestion prudente des finances publiques, appuyée par la Banque Centrale du Maroc (Bank Al-Maghrib), contribue à préserver la confiance des partenaires financiers et des investisseurs.

Les investissements privés ont augmenté de manière significative en 2024, notamment en vue de la Coupe d'Afrique des nations 2025 et de la Coupe du monde 2030. Ces événements stimulent le développement de projets dans les secteurs des infrastructures sportives, ferroviaires, hospitalières, hôtelières et aéroportuaires. Les flux d'investissement en provenance de Chine sont en hausse, en particulier dans les secteurs du textile et des véhicules électriques.

Le gouvernement poursuit plusieurs réformes économiques, telles que la lutte contre l'utilisation excessive des espèces, l'élargissement de l'assiette fiscale et la promotion des investissements productifs. La dette publique augmente mais reste maîtrisée. La balance commerciale reste déficitaire, mais des efforts sont en cours pour diversifier les exportations. Malgré ces progrès, le chômage, en particulier chez les femmes et les jeunes, reste un défi majeur. Le pays mise sur l'innovation, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat pour construire une croissance plus inclusive.

Confronté à un stress hydrique devenu une priorité nationale, le Maroc investit massivement dans la gestion durable de l'eau. Dans ce contexte, les Émirats arabes unis (EAU) jouent un rôle clé, avec un consortium soutenu par les EAU qui s'est engagé en 2025 dans un accord historique de 14 milliards de dollars axé sur les infrastructures hydriques et énergétiques. Sur le plan géostratégique, le Maroc consolide ses liens avec le continent africain et soutient le développement d'infrastructures destinées à améliorer la connectivité entre les pays du Sahel et la côte atlantique.

Dans ce contexte, les entreprises suisses, réputées pour leur expertise et leurs solutions innovantes, ont de nombreuses opportunités pour soutenir les projets de développement du Maroc et développer des partenariats à long terme.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	4
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	4
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	6
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	8
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	10
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	11
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	13
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	14
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	15
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	16

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Croissance économique : ascendante mais insuffisante

En 2024, le Maroc a connu une croissance économique de 3,8 %, légèrement supérieure à celle de 2023 (3,4 %), selon Bank Al-Maghrib¹. Les perspectives pour 2025 sont plus optimistes, avec une croissance estimée à 3,6 % par la Banque mondiale² et à 4,3 % par Bank Al-Maghrib³, tandis que le FMI prévoit une croissance de 3,9 % pour 2025⁴. Malgré ces chiffres, cette croissance ne suffit pas à créer assez d'emplois pour répondre à l'augmentation de la population active, en particulier chez les femmes et les jeunes diplômé(e)s. L'économie marocaine reste fortement affectée par la sécheresse. La production de céréales a chuté de 43 % par rapport à 2023⁵. L'année 2025 a été plus généreuse en pluie, redressant ainsi la production de céréales au Maroc. Cela renforce la nécessité de diversifier l'économie vers l'industrie, les services à forte valeur ajoutée et l'innovation — des domaines dans lesquels les entreprises suisses ont une expertise reconnue.

Inflation maîtrisée et politique monétaire accommodante

Après avoir culminé à 6,1 % en 2023, l'inflation a nettement diminué à 0,9 % en 2024⁶. Cette stabilisation a permis à la Banque centrale d'abaisser progressivement son taux directeur à 2,25% en mars 2025, contre 2,5 % en décembre 2024, afin de soutenir la consommation et l'investissement privé, améliorant ainsi les conditions d'accès au crédit⁷.

Comptes extérieurs : pressions sur la balance commerciale, mais réserves solides

Le déficit courant s'est établi en 2024 à 1,7 % du PIB⁸, soutenu par une hausse des exportations (phosphates, automobile, aéronautique, agroalimentaire), bien que les importations aient progressé plus rapidement, notamment en biens d'équipement et de consommation. La facture énergétique, quant à elle, a légèrement reculé.

Les recettes touristiques ont battu des records⁹ et les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) ont continué d'affluer¹⁰, contribuant à consolider les avoirs officiels de réserve à 5 mois et 9 jours d'importations¹¹. En parallèle, les investissements directs étrangers (IDE) ont bondi de 55 % par rapport à 2023, portés notamment par des flux croissants en provenance de Chine, dans des secteurs comme le textile et les véhicules électriques¹².

Politique budgétaire : rigueur, investissements et réformes

Le déficit budgétaire du Maroc s'est réduit à 3,9% du PIB en 2024¹³, en légère baisse par rapport à 4,4 % en 2023. Cette évolution s'explique en partie par une hausse des recettes fiscales soutenue par des mesures visant à limiter les paiements en espèces et à élargir l'assiette fiscale. En parallèle, les dépenses ordinaires et les charges de la dette ont continué d'augmenter, exerçant une pression sur les finances publiques. La dette publique totale représente désormais 70,1 % du PIB, principalement composée de dette intérieure¹⁴. Cet endettement reste globalement contenu et s'inscrit dans le cadre de financement de projets d'infrastructures liés à l'organisation de grands événements sportifs internationaux, notamment la Coupe d'Afrique des Nations et la Coupe du Monde 2030.

Marché de l'emploi : un défi socio-économique majeur

Le taux de chômage est passé de 13 % à 13,3 % en 2024, atteignant ainsi un nouveau record historique et touchant 36,7 % chez les jeunes de 15 à 24 ans, 19,6 % chez les diplômés, et

¹ <https://www.bkam.ma/>

² <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/03/26/strategic-and-targeted-reforms-can-strengthen-morocco-s-business-landscape-report>

³ <https://ledesk.ma/encontin/bank-al-maghrib-la-croissance-economique-prevue-a-39-en-2025/>

⁴ <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2025/02/10/pr-2533-morocco-imf-staff-completes-2025-article-iv-consultation>

⁵ <https://fr.hespress.com/384295-recolte-cerealier-2024-la-secheresse-engendre-une-chute-43-pour-une-production-a-312-mqx.html>

⁶ <https://www.bkam.ma/Actualites/2024/Inflation-et-inflation-sous-jacente-decembre-2024>

⁷ <https://medias24.com/2025/06/24/bank-al-maghrib-taux-directeur-juin-2025/>

⁸ <file:///C:/Users/ELY/Downloads/FR%20Communiqu%20juin%202024.pdf>

⁹ <https://mtaess.gov.ma/fr/chiffres-cles/>

¹⁰ <https://leseco.ma/maroc/transferts-des-mre-2024-une-annee-record.html>

¹¹ <https://medias24.com/2025/05/29/inflation-compte-courant-deficit-budgetaire-les-principaux-agregats-de-leconomie-marocaine-en-2024/>

¹² [https://fnh.ma/article/actualites-marocaines/ide-maroc-2024-cnuced#:~:text=2025%20%2D%20Par%20admin-Moroc%20%3A%20les%20IDE%20en%20hausse%20de%2055%20%25%20en%202024%2C,Commerce%20et%20D%C3%A9veloppement%20\(CNUCED\).](https://fnh.ma/article/actualites-marocaines/ide-maroc-2024-cnuced#:~:text=2025%20%2D%20Par%20admin-Moroc%20%3A%20les%20IDE%20en%20hausse%20de%2055%20%25%20en%202024%2C,Commerce%20et%20D%C3%A9veloppement%20(CNUCED).)

¹³ <https://lematin.ma/economie/le-deficit-budgetaire-du-maroc-ramene-a-39-du-pib-en-2024/260626>

¹⁴ <https://fr.tradingeconomics.com/morocco/government-debt-to-gdp>

19,4 % chez les femmes¹⁵. L'économie a créé 82 000 emplois nets, tirés par les services (+160 000), l'industrie (+46 000) et les BTP (+13 000), tandis que le secteur agricole a perdu 137 000 postes. Ce déséquilibre souligne la nécessité de renforcer les qualifications et la formation, des axes où la coopération et développement économiques de la Suisse au Maroc peut fournir un soutien de taille, en utilisant l'expertise suisse afin d'adapter les compétences aux besoins du marché et en facilitant l'accès au financement pour les PME.

Au-delà des dynamiques macroéconomiques, le Maroc s'engage dans un vaste chantier de réformes structurelles visant à moyen terme à renforcer son attractivité pour les investisseurs étrangers et à améliorer la gouvernance économique.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

L'économie marocaine repose sur une structure sectorielle diversifiée, articulée autour de l'agriculture, de l'industrie et des services, avec des contributions différenciées au PIB et à l'emploi¹⁶. L'agriculture, bien que soumise aux aléas climatiques, reste un pilier socio-économique fondamental. Elle mobilise environ 30 % de la population active mais représente entre 11 et 13 % du PIB selon les années. Grâce aux plans « Maroc Vert » puis « Génération Green ¹⁷ », des investissements ciblés ont permis la modernisation de certaines filières comme l'agrumiculture, l'oléiculture et l'arboriculture, ainsi que le développement de l'agro-industrie. Toutefois, la récurrence des épisodes de sécheresse exerce une pression sur la durabilité du secteur, accentuant la nécessité de recourir à des solutions innovantes telles que l'irrigation de précision, la digitalisation des pratiques agricoles ou le développement de semences adaptées aux nouvelles conditions climatiques.

Le secteur industriel représente environ 25 % du PIB et constitue un moteur de transformation structurelle. L'industrie automobile est devenue le premier secteur exportateur du Royaume¹⁸, avec des exportations atteignant CHF 15.7 milliards en 2024. Deux grands écosystèmes industriels structurent cette filière : celui de Renault à Tanger et celui de Stellantis à Kénitra. À cela s'ajoutent des centaines d'équipementiers, intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. L'aéronautique, concentrée principalement à Casablanca, connaît également une croissance soutenue, portée par des acteurs comme Safran, Hexcel ou Spirit AeroSystems. Fort de 150 entreprises aéronautiques internationales implantées sur son sol, le Maroc est aujourd'hui le premier pôle aéronautique en Afrique. L'industrie, concentrée autour de Casablanca, Tanger, Rabat et Fès, emploie 26 000 personnes à temps plein et affiche une croissance soutenue, portée par des coûts de production compétitifs (25 CHF/h contre 100–120 CHF/h en Europe ou aux États-Unis) et un capital humain qualifié. En 2024, les exportations du secteur ont atteint CHF 2,6 mia, en hausse de 14,9 % par rapport à l'année précédente. Cette dynamique, tirée par l'assemblage (CHF 1,7 mia, +23,6 %), positionne le Maroc parmi les cinq pays les plus dynamiques du secteur à l'échelle mondiale. Le taux d'intégration locale dépasse 40 %. Enfin, la transformation industrielle du Maroc s'appuie sur des politiques incitatives (statuts de zones industrielles, exonérations fiscales, formation professionnelle) qui renforcent l'attractivité du pays comme base de production à vocation régionale, et ouvre la voie à des opportunités pour les technologies suisses de précision, les matériaux composites ou les logiciels industriels.

L'industrie énergétique et minière du Maroc connaît un redéploiement stratégique fondé sur la décarbonation, la souveraineté énergétique et la valorisation durable des ressources naturelles. Le secteur minier, porté par le Groupe OCP – leader mondial des phosphates –, joue un rôle pivot dans cette transformation. Avec un chiffre d'affaires de plus de 9 milliards de dollars en 2024, l'OCP ne se limite plus à l'exportation de matière première brute : il investit massivement dans la transformation locale, notamment à travers le programme d'investissement 2023–2027¹⁹ de 12 milliards de dollars, visant à développer des unités industrielles intégrées, à renforcer les capacités logistiques (nouveaux ports à Jorf Lasfar

¹⁵ https://www.hcp.ma/Situation-du-marche-du-travail-en-2024_a4059.html

¹⁶ <https://www.hcp.ma/file/244731/>

¹⁷ <https://www.maroc-hebdo.com/article/generation-green-un-pari-agricole-sous-pression>

¹⁸ L'automobile et les phosphates sont les principaux secteurs exportateurs. La première place change selon l'année.

¹⁹ <https://www.ocpgroup.ma/fr/notre-programme-d-%C3%A9nergie-responsable>

et Safi) et à accélérer l'utilisation des énergies renouvelables. L'objectif est d'atteindre une production 100 % verte et circulaire grâce à l'énergie solaire, au dessalement et à l'hydrogène vert. Sur ce dernier point, le Maroc ambitionne de devenir un hub régional de production d'hydrogène vert, à travers l'Offre Maroc H2²⁰ et plusieurs projets pilotes portés par des consortiums internationaux. Ces projets visent la production d'ammoniac vert pour les engrais, de carburants synthétiques pour l'aviation ou encore d'électricité verte exportable. Cette dynamique ouvre des perspectives concrètes aux entreprises suisses actives dans l'électrolyse, la gestion intelligente des réseaux, le stockage de l'énergie ou l'ingénierie des installations industrielles à haute performance.

Le secteur des services²¹, qui représente près de 55 % du PIB et 36% de l'emploi, est dominé par les activités de commerce, tourisme, télécommunications, santé et services financiers. Le tourisme a enregistré un record de 17.4 millions d'arrivées en 2024, plaçant le Maroc comme première destination touristique africaine²². Le secteur de la santé, quant à lui, connaît un processus de réforme accéléré avec la généralisation de la couverture sociale et la montée en puissance des cliniques privées. Il suscite ainsi une demande croissante en équipements médicaux, en systèmes d'information hospitaliers et en formation spécialisée²³.

La digitalisation et les télécommunications constituent aujourd'hui un axe transversal de transformation du modèle économique marocain. Le lancement en mars 2023 de la stratégie nationale *Maroc Digital 2030*²⁴ marque une nouvelle étape dans cette dynamique. Portée par l'Agence de Développement du Digital (ADD)²⁵, cette stratégie vise à faire du digital un levier de croissance inclusive, de performance administrative et d'innovation entrepreneuriale. Elle s'articule autour de six axes prioritaires : le renforcement de l'infrastructure numérique (fibre, 5G, data centers), la digitalisation des services publics, l'appui aux startups et PME digitales, la cybersécurité, la formation de talents numériques, et l'inclusion des territoires. Cette dynamique offre aux entreprises suisses spécialisées dans les logiciels d'administration électronique, les fintechs, la cybersécurité ou les solutions cloud des opportunités réelles de partenariats et d'implantation locale. L'adoption de la 5G prévue pour novembre 2025 viendra compléter cet écosystème favorable à l'innovation²⁶.

En matière d'infrastructures, le Maroc s'est distingué ces deux dernières décennies par des investissements massifs. Le port de Tanger Med²⁷, principal hub maritime d'Afrique, est connecté à plus de 180 ports mondiaux. Le port de Nador West Med²⁸, conçu comme un relais stratégique de Tanger Med, entre dans sa phase finale avec une mise en service prévue en 2026. Doté d'une capacité de 3,4 millions d'EVP²⁹, il renforcera la logistique méditerranéenne du Maroc. Ce projet, soutenu par les banques de développements telles que la BAD et la BERD, consolide l'offre nationale de transbordement face à la saturation de Tanger Med. Le réseau autoroutier dépasse 1 800 km, tandis que la LGV (ligne à grande vitesse) reliant Tanger à Casablanca doit être prolongée vers Marrakech³⁰. Des projets hydriques majeurs sont également en cours, notamment le programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027³¹, ou encore des unités de dessalement à Agadir et Casablanca. La Coupe d'Afrique des Nations 2025 et la Coupe du Monde 2030, renforceront cette dynamique à travers des investissements majeurs dans les infrastructures sportives, hôtelières, de transport et de santé³².

²⁰ <https://www.masen.ma/fr/hydrogene-vert-maroc>

²¹ https://www.lopinion.ma/HCP-Le-secteur-des-services-genera-36-de-l-emploi-permanent-au-Maroc_a64932.html

²² https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-tourisme-le-maroc-a-battu-tous-les-records-en-2024_226639

²³ <https://aujourd'hui.ma/societe/carte-sanitaire-le-maroc-compte-32-665-medecins-dans-le-public-et-le-prive-en-2024>

²⁴ <https://www.add.gov.ma/strategie-nationale-digital-morocco-2030>

²⁵ <https://www.add.gov.ma/>

²⁶ <https://www.agenceecofin.com/actualites-numerique/1407-130058-maroc-l-anrt-ouvre-la-competition-pour-les-licences-5g>

²⁷ <https://lematin.ma/economie/tanger-med-classe-3e-meilleur-port-mondial-dans-le-cppi-2024/258490>

²⁸ <https://www.nadorwestmed.ma/>

²⁹ Dans le contexte portuaire, **EVP** signifie **équivalent vingt pieds** — c'est une unité de mesure standard utilisée pour quantifier le volume des conteneurs. Un conteneur de 20 pieds = 1 EVP.

³⁰ <https://www.latribune.fr/economie/international/le-maroc-lance-l-extension-de-sa-ligne-tgv-un-chantier-a-plus-de-5-milliards-d-euros-1023571.html>

³¹ <https://leseco.ma/maroc/pnaepi-2020-2027-le-comite-de-pilotage-revoit-sa-copie.html>

³² <https://medias24.com/2025/05/28/coupe-du-monde-2030-plus-de-322-mmdh-dinvestissements-recenses-a-ce-jour/>

Dans ce contexte, les entreprises suisses disposent d'un fort potentiel pour développer leurs exportations et investissements dans le Royaume. Les secteurs à haute valeur ajoutée comme les technologies industrielles, l'efficacité énergétique, les systèmes de mobilité, la gestion intelligente des ressources naturelles, les dispositifs médicaux, les fintechs et la formation professionnelle bénéficient d'un environnement porteur et de réelles opportunités commerciales. Le Maroc bénéficie d'un niveau de liquidité soutenu par des financements multilatéraux et bilatéraux. L'expérience suisse en matière de qualité, de fiabilité et d'innovation est particulièrement recherchée, notamment lorsqu'elle s'inscrit dans des partenariats locaux permettant de renforcer les capacités marocaines. La dynamique actuelle des projets structurants, la stabilité institutionnelle et la vocation africaine du Maroc positionnent le pays comme une plateforme stratégique pour les entreprises suisses cherchant à s'internationaliser durablement.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Le Maroc poursuit depuis plus de deux décennies une politique économique extérieure fondée sur l'ouverture, la diversification des partenariats et l'intégration régionale. Ce choix stratégique, s'appuie sur les avantages comparatifs du pays : stabilité politique, infrastructures modernes, proximité avec l'Europe et positionnement en tant que hub entre les continents. La stratégie marocaine combine ouverture active et gestion pragmatique des intérêts nationaux. Le Royaume a ainsi conclu 56 accords de libre-échange, dont ceux de l'Union européenne, des États-Unis (dont le Maroc est le seul partenaire africain disposant d'un accord de libre-échange), de la Chine, du Canada, de la Turquie ou encore des pays du Golfe. Dans un souci de rééquilibrage commercial, les autorités marocaines ont engagé des renégociations de certains accords jugés asymétriques, notamment avec l'Égypte et la Turquie, tout en renforçant les mécanismes de protection de l'industrie locale par le biais de mesures de sauvegarde.

Les années 2024 et 2025 ont également été marquées par un regain diplomatique avec plusieurs partenaires clés. La visite officielle du Président français Emmanuel Macron au Maroc a permis de relancer les relations bilatérales à haut niveau, avec à la clé des annonces sur des projets communs dans les infrastructures, l'éducation, la mobilité durable et la culture. Par ailleurs, la visite du Roi Mohammed VI aux Émirats arabes unis a consolidé un partenariat stratégique global couvrant les secteurs de l'énergie verte, des services financiers et de la logistique, matérialisé par la signature de plusieurs mémorandums d'entente et engagements d'investissement dans le cadre d'une coopération « gagnant-gagnant ». En parallèle, le Maroc renforce ses liens traditionnels avec des partenaires majeurs comme l'Espagne, l'Allemagne et les États-Unis, tout en diversifiant ses alliances vers l'Asie, en particulier avec la Chine.

Sur le plan continental, le Maroc reste l'un des tout premiers investisseurs africains en Afrique, avec une présence forte dans les banques, les télécommunications et l'immobilier. Son implication dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est soutenue par une nouvelle stratégie africaine de l'Atlantique, visant à accroître les échanges avec les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Des plateformes comme Casablanca Finance City, première place financière du continent, et le complexe portuaire Tanger Med, premier port en Méditerranée et en Afrique, renforcent cette vocation continentale et logistique.

Dans ce contexte d'alignement stratégique, les entreprises suisses bénéficient d'un environnement d'affaires de plus en plus intégré. Elles peuvent capitaliser sur la stabilité institutionnelle du Royaume, son ouverture multilatérale, sa dynamique d'investissement et son rôle croissant en Afrique pour développer des projets régionaux, s'intégrer dans des chaînes de valeur élargies et construire des partenariats à long terme.

3.2 Perspectives pour la Suisse

Le Maroc entretient avec la Suisse une relation bilatérale solide, matérialisée par des visites officielles régulières depuis 2021, un accord de promotion et de protection des investissements (BIT) en vigueur depuis 2005, et un accord de libre-échange via

l'AELE depuis 1999. Ce cadre juridique fournit aux entreprises suisses une protection juridique, une sécurité dans les transferts de capitaux et un traitement non discriminatoire, consolidant ainsi leur présence au Maroc.

En faisant du Maroc un pays prioritaire dans le cadre de sa stratégie de coopération 2025-2028, le SECO adopte une approche plus ciblée et ambitieuse. Son action se concentre sur deux piliers essentiels — **compétitivité et emploi** — avec un accent renforcé sur certaines régions du pays proches des centres économiques. Pour renforcer la compétitivité du pays, le SECO soutient l'amélioration du climat des affaires pour attirer les investissements et stimuler les secteurs productifs. Il appuie la mise en œuvre de la Charte de l'investissement, facilite l'accès des PME au financement et encourage leur digitalisation. Pour soutenir l'emploi, le SECO investit dans le renforcement des compétences et la qualité des emplois. Il cible des secteurs stratégiques comme le textile et le tourisme, tout en explorant de nouveaux secteurs à haut potentiel économique. La coopération économique Suisse-Maroc 2025–2028, centrée sur la compétitivité et l'emploi, vise à stimuler la croissance et l'inclusion au Maroc tout en créant des opportunités pour les entreprises suisses et en réduisant les facteurs de migration irrégulière.

En 2025, la coopération économique Suisse–Maroc a pris un nouvel élan avec le lancement de projets sectoriels à fort impact. Le programme de propriété intellectuelle, désormais en cours, vise à renforcer les droits des créateurs marocains tout en protégeant les technologies suisses. À Beni Mellal-Khénifra, la deuxième phase du projet de tourisme durable, en partenariat avec l'École Hôtelière de Lausanne, vise à stimuler l'offre locale et la formation professionnelle dans une région confrontée à un chômage élevé. Du côté des douanes, un projet novateur intégrant l'intelligence artificielle et le machine learning dans l'analyse des risques est également lancé, ouvrant la voie à des contrôles plus efficaces et à une fluidification des échanges commerciaux.

4 COMMERCE EXTERIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

En 2024, le commerce extérieur marocain reste marqué par un déséquilibre structurel persistant. Le déficit commercial s'est creusé de 7,3 %, atteignant CHF 30,5 milliards. Cette aggravation s'explique par un rythme de progression des importations (+6,4 %) supérieur à celui des exportations (+5,8 %). Le taux de couverture avoisine 60 %, traduisant une incapacité chronique des exportations à compenser le volume des biens et services importés, en particulier dans les secteurs énergétiques et industriels.

Les importations du Royaume ont totalisé CHF 76,12 milliards en 2024. Elles sont dominées par trois grandes catégories de produits : les produits énergétiques (pétrole brut, gaz naturel et produits raffinés), qui représentent une charge structurelle pour la balance commerciale ; les biens d'équipement (machines, composants électroniques, matériels industriels) reflétant la dynamique d'industrialisation ; ainsi que les produits alimentaires et les matières premières agricoles, en réponse à une demande intérieure croissante et aux aléas climatiques affectant la production locale.

Côté exportations, le Maroc a généré CHF 45,63 milliards de recettes en 2024. Cette performance repose sur la montée en puissance de plusieurs secteurs industriels stratégiques. En tête figure le secteur automobile, devenu premier contributeur aux exportations grâce à la croissance continue des écosystèmes Renault et Stellantis, ainsi que leurs fournisseurs. Les phosphates et leurs dérivés, principalement exportés par le groupe OCP, constituent une autre locomotive, soutenus par la forte demande en engrais et les investissements dans des projets d'hydrogène vert et de décarbonation. L'aéronautique poursuit également sa progression, avec un ancrage croissant dans la chaîne de valeur mondiale, notamment à travers les plateformes industrielles de Casablanca et Nouaceur. Enfin, l'agroalimentaire bénéficie d'une montée en qualité et d'une demande soutenue en Europe et en Afrique.

L'analyse géographique du commerce marocain montre une forte concentration sur quelques partenaires majeurs. En matière d'exportations, l'Espagne reste le premier client du Maroc avec CHF10,06 milliards (22,1 %), suivie de la France (CHF 8,72 MMDH, soit 19,1 %), de l'Italie (5,2 %), de l'Allemagne (5,1 %) et du Royaume-Uni (4,5 %). Ce classement reflète la centralité du marché européen dans la stratégie commerciale marocaine. Hors Europe, l'Inde (3,2 %) et les États-Unis (3 %) se démarquent par leur rôle croissant, notamment dans les engrais et les produits industriels.

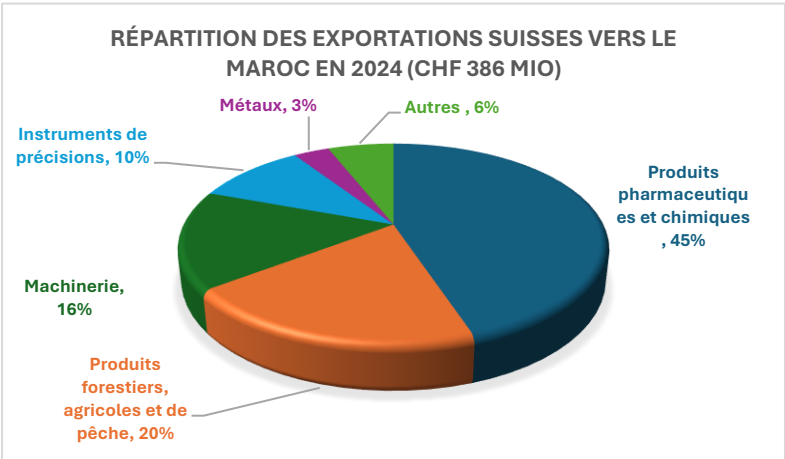
Du côté des importations, l'Espagne est également le principal fournisseur du Maroc avec CHF 11,88 milliards (15,6 %), suivie de la Chine (CHF 9,02 milliards, soit 11,9 %), de la France (9,4 %), des États-Unis (9,3 %) et de l'Allemagne (5,2 %). Cette configuration témoigne d'une forte dépendance vis-à-vis des marchés européens et asiatiques, notamment pour les équipements industriels, les technologies et les produits de base.

Ce déséquilibre commercial structurel, bien qu'atténué par le développement des exportations industrielles, appelle une stratégie de montée en gamme et de diversification des débouchés. La consolidation des filières industrielles, la transition énergétique, et l'exploitation de nouveaux accords de libre-échange seront autant de leviers pour améliorer durablement la position extérieure du Maroc.

4.2 Commerce bilatéral³³

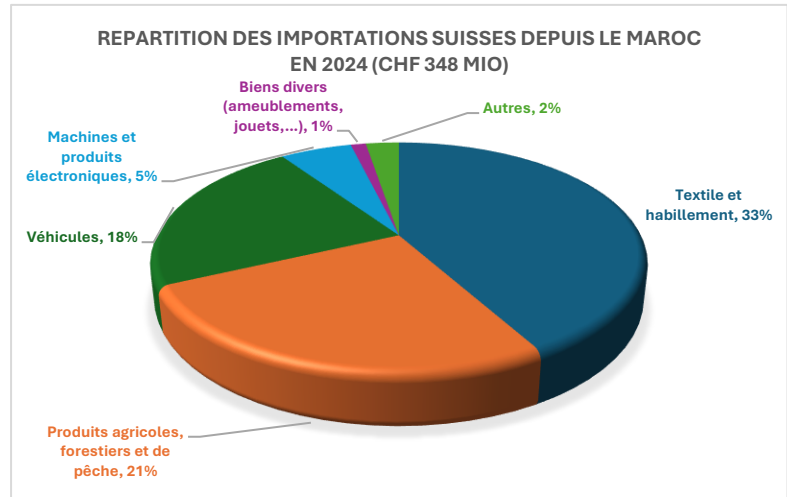
En 2024, les échanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le Maroc ont atteint une valeur totale de CHF 734,2 millions, enregistrant une hausse marginale de 0,03 % par rapport à l'année précédente. Sur la dernière décennie (2015-2024), les échanges ont toutefois connu une croissance annuelle moyenne robuste de 4,18 %, traduisant une relation économique stable et en progression. Cette stabilité témoigne d'un partenariat structuré, avec un socle diversifié d'échanges couvrant plusieurs secteurs clés.

Les exportations suisses vers le Maroc s'élèvent à environ CHF 386 millions en 2024. Elles sont dominées par les produits de l'industrie chimique et pharmaceutique (CHF 173,1 mio), qui représentent près de 45 % du total, soulignant l'importance de la Suisse comme fournisseur de solutions médicales et chimiques avancées. Suivent les produits agricoles, forestiers et halieutiques (CHF 76,4 mio), les machines et équipements électroniques (CHF 61,5 mio), et les instruments de précision, horlogerie et joaillerie (CHF 39,1 mio), qui confirment la présence de niches à haute valeur ajoutée.



³³ SWISSIMPEX 2024 – Maroc et Suisse – Chiffres Total général incluant les lingots d'or et autres métaux précieux, pièces de monnaie, pierres précieuses et gemmes ainsi que des œuvres d'art et des antiquités

Les importations en provenance du Maroc totalisent environ CHF 348 millions de CHF en 2024. Elles sont largement portées par le secteur textile et habillement (CHF 115,3 mio), illustrant la complémentarité industrielle et l'importance du Maroc en tant que fournisseur compétitif. Viennent ensuite les produits agricoles, forestiers et de pêche (CHF 72,2 mio), les véhicules (CHF 61,7 mio), ainsi que les machines et produits électroniques (CHF 15,7 mio). Cette structure reflète le dynamisme de l'industrie marocaine et son intégration croissante dans les chaînes de valeur mondiales.



5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Au cours des deux dernières décennies, le Maroc a modernisé de manière significative son cadre juridique pour attirer les investissements. Le rapport B-Ready de la Banque mondiale, publié à fin 2024, souligne à la fois les progrès notables réalisés par le Maroc et les défis qui restent à relever³⁴. Le pays dispose d'un cadre réglementaire souple pour l'implantation d'entreprises, appuyé par des réformes facilitant l'accès à la propriété et la digitalisation des procédures. Les services publics sont fiables, avec un bon niveau d'approvisionnement en électricité, eau et internet, conforme aux standards internationaux. Le commerce international bénéficie de procédures douanières simplifiées et d'une intégration croissante dans l'économie mondiale. En matière de concurrence, le cadre juridique fournit une protection des droits de propriété intellectuelle et garantit une certaine liberté des prix. Les services financiers montrent une amélioration de l'accès au crédit, malgré des coûts encore élevés. Toutefois, le règlement des différends souffre de procédures complexes et peu efficaces, avec un besoin de digitalisation et d'ouverture des données. Le marché du travail est freiné par une législation rigide et un déficit en formation professionnelle. En matière de fiscalité, le cadre réglementaire est encore instable, les procédures sont complexes et manquent parfois de cohérence. L'insolvabilité des entreprises reste entravée par des procédures souvent peu claires, lentes et une protection insuffisante des créanciers. Enfin, la création d'entreprise bénéficie d'un cadre relativement favorable, mais la digitalisation et l'interconnexion des démarches restent encore limitées.

En 2024, le Maroc a attiré CHF 4,38 milliards d'investissements directs étrangers (IDE), en hausse de 24,7 % par rapport à 2023³⁵. La France confirme sa position historique de principal investisseur avec CHF 1,35 (soit 31 % du total), suivie des Émirats arabes unis (CHF 456 mio), de l'Allemagne (CHF 246 mio), de l'Espagne (CHF 235 mio) et de la Chine (CHF 208 mio). Les investissements sont concentrés dans des secteurs clés. L'industrie arrive en tête (38%), suivie de l'immobilier (22%), du commerce (7%), de l'énergie et des mines (5%) et du tourisme (4%).

En 2024, les investissements directs marocains à l'étranger (IDME) atteignent près de CHF 2,7 milliards, confirmant la dynamique internationale des entreprises marocaines. La France reste le principal partenaire avec plus de 50 % des flux (CHF 1,36 milliard), suivie par l'Italie, le Mali, la Côte d'Ivoire et l'Espagne. L'industrie domine largement les investissements sectoriels avec 73 % du total, loin devant les télécommunications et le secteur bancaire.

³⁴ <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/3710d5bc-12fb-42f1-89a6-74ca6c8551a8/content>

³⁵ <https://fr.hespress.com/429816-le-maroc-remonte-la-pente-des-ide-malgre-une-conjoncture-mondiale-incertaine.html>

5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse figure parmi les partenaires économiques de long terme du Maroc, bien qu'elle occupe une position modeste en termes de flux d'investissements directs étrangers (IDE). En 2024, la Suisse s'est classée au 13^e rang des pays investisseurs au Maroc, selon les données de l'Office des Changes. Le volume des IDE suisses vers le Maroc a connu une progression notable de 63,5 %, passant de CHF 69,3 millions en 2023 à CHF 113,3 millions en 2024³⁶. Cette hausse témoigne d'un regain d'intérêt des entreprises helvétiques pour le marché marocain, dans un contexte régional de plus en plus compétitif. Dans le sens inverse, les investissements directs marocains à l'étranger (IDME) vers la Suisse sont restés relativement stables, passant de CHF 29 millions en 2023 à CHF 29,2 millions en 2024, soit une hausse marginale de 0,7 %³⁷. Ces flux restent faibles et concentrés sur un nombre limité de secteurs, dont la finance, les services et l'immobilier.

Le tissu économique bilatéral s'appuie sur plus de 60 entreprises suisses opérant au Maroc, tous secteurs confondus. Ces entreprises sont actives notamment dans l'industrie pharmaceutique, la chimie, les technologies de précision, l'agroalimentaire, les machines-outils, les services et l'ingénierie. Elles emploient plusieurs milliers de personnes directement et indirectement. En outre, une dynamique claire d'expansion se dessine. Plusieurs entreprises suisses renforcent leur ancrage local en étendant leurs capacités de production via l'ouverture de nouvelles usines, avec une orientation croissante vers l'export, notamment vers l'Europe et l'Afrique. De plus, le Maroc est de plus en plus choisi comme base régionale par des groupes suisses ayant des activités en Afrique du Nord ou en Afrique de l'Ouest.

La promotion des investissements bilatéraux bénéficie également d'une diplomatie économique active. L'Ambassade de Suisse au Maroc participe régulièrement à des événements économiques d'envergure au Maroc ainsi qu'en Suisse tels que le Forum du commerce international organisé par Switzerland Global Enterprise et le Swiss-African Business Day du Swiss African Business Circle. Ces plateformes permettent de mettre en avant les opportunités d'affaires au Maroc et de nouer des liens avec des entreprises suisses prêtes à investir dans le Royaume. De plus, lorsque les financements sont disponibles, l'Ambassade organise un pavillon suisse lors d'événements importants au Maroc, comme le cas du Pavillon suisse au GITEX Africa Morocco 2025 tenu à Marrakech.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

La Chambre de Commerce Suisse au Maroc (CCSM) joue un rôle central dans l'animation du réseau économique bilatéral. Elle entretient par ailleurs un partenariat étroit avec Switzerland Global Enterprise (SGE) pour accompagner les entreprises suisses dans leur prospection du marché marocain. Elle édite le magazine SWISS ECO, véritable vitrine des relations économiques entre le Maroc et la Suisse, diffusé auprès d'un large public institutionnel et entrepreneurial. La CCSM coorganise avec l'Ambassade des visites d'entreprises suisses au Maroc, en mettant en relation les acteurs économiques suisses avec leurs homologues locaux. Acteur de terrain engagé, elle assure une présence active à travers l'organisation régulière de conférences de haut niveau, en partenariat avec l'Ambassade et en présence de ministres marocains, sur des thématiques d'intérêt stratégique telles que la propriété intellectuelle, la décarbonation, la responsabilité bancaire ou encore la digitalisation.

En 2024 et 2025, la CCSM a organisé des conférences sur la décarbonation industrielle, sur la propriété intellectuelle et la jurisprudence marocaine. En complément de ces événements, l'Ambassade et la CCSM ont coorganisé le Pavillon suisse au GITEX Africa 2025, événement technologique d'envergure continentale. En perspective, deux projets sont actuellement en cours de finalisation : l'appui à l'organisation d'une mission économique

³⁶ Office des Changes du Maroc - www.oc.gov.ma

³⁷ Office des Changes du Maroc - www.oc.gov.ma

multisectorielle d'entreprises suisses au Maroc, ainsi qu'une mission sectorielle dédiée au textile prévue en octobre 2025, en coordination étroite avec la CCSM.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

La Suisse jouit d'une image globalement positive au Maroc, associée à la qualité, à la neutralité et à l'innovation. Cette perception favorable se reflète dans plusieurs domaines stratégiques. Sur le plan touristique, la demande de visas connaît une hausse notable, notamment grâce aux campagnes digitales impliquant des influenceurs marocains en Suisse. Le développement des connexions aériennes – avec l'ouverture prochaine des lignes Casablanca–Zurich et Tanger–Bâle – illustre cet engouement grandissant.

En matière d'éducation et de recherche, la Suisse est perçue comme une destination d'excellence. Les partenariats académiques avec l'EPFL, les bourses d'excellence de la Confédération et les échanges croissants avec d'autres universités suisses témoignent de cet intérêt. Les universités polytechniques suisses, en particulier l'EPFL et l'ETH Zurich, jouissent d'une réputation remarquable au Maroc ; les étudiants marocains représentent d'ailleurs la deuxième communauté étrangère à l'EPFL, après la France. Le programme Leading House MENA permet par ailleurs de renforcer la coopération scientifique bilatérale.

Dans le domaine de la santé, des initiatives émergent pour développer des échanges de compétences et d'innovations. Le potentiel d'investissement en Suisse reste encore sous-exploité par les entreprises marocaines, souvent freinées par une perception de cherté, bien que la stabilité, la qualité de vie et l'ouverture internationale qu'offre la Suisse soient des atouts majeurs.

Sur le plan des infrastructures, l'expertise suisse en ingénierie et les instruments financiers comme SERV et la Pathfinding Initiative suscitent un intérêt croissant auprès des institutions marocaines pour le cofinancement de projets structurants.

Enfin, en matière environnementale, le partenariat bilatéral dans le cadre de l'article 6 de l'Accord de Paris, notamment avec la Fondation KliK, place la Suisse comme un acteur clé du financement climatique au Maroc.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

Répartition du PIB	Année 2016	Année 2020	Année 2023*
Secteur primaire	13,6 %	11,7%	11,06%
Secteur manufacturier	29,5 %	26,1%	24,56%
Services	56,8 %	50,8%	54,28%

Sources : Statista pour 2023 - *Les données de 2024 ne sont pas disponibles

Répartition de l'emploi par secteur économique	2023			2024		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Agriculture, forêt et pêche	4,4%	64,0%	27,8%	4,5%	61,7%	26,3%
Industrie y compris l'artisanat	16,8%	5,2%	12,2%	16,9%	5,5%	12,6%
BTP	12,2%	10,7%	11,6%	11,5%	11,8%	11,6%
Services	66,5%	20,2%	48,3%	67,0%	21,0%	49,4%

Source : Haut-Commissariat au Plan - LA SITUATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN 2023 ET 2024

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2021	2022	2023	2024
PIB (USD mia)	131,4	134.18	145.73	154.43
PIB/habitant (USD)	3'795.4	3'527.9	3'684.2	3'993.4
Taux de croissance (% du PIB)	7.9	1.3	3.2	3.8
Taux d'inflation (%)	1.4	6.6	6.1	0.9
Taux de chômage (%)	12.3	11.8	13	13.3
Déficit budgétaire (% du PIB)	5.5	5.2	4.4	3.9
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-2.3	-3.6	-0.6	-1.5
Solde de Financement (% du PIB)	-2.3	-3.5	+0.1	-1.2
Dette publique globale (% du PIB)	83.3	86.1	85.6	83.3
Dette Trésor (% du PIB)	69.5	71.6	72.0	70.1
Réserves (mois d'importations)	7.2	5.2	5.5	5.3

Sources : Bank Al Maghrib, Ministère de l'Economie et des Finances, Banque Mondiale, FMI

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte : année : 2024

Total balance commercial : CHF 121 Milliards

Volume globale des exportations : CHF 45 milliards

Pays	Exportations en Milliards de CHF en 2024	Pourcentage des exportations globales
Espagne	10,06	22,1%
France	8,72	19,1%
Italie	2,37	5,2%
Allemagne	2,35	5,1%
Royaume-uni	2,06	4,5%
Inde	1,46	3,2%
Etats-unis	1,38	3%
Bresil	1,32	2,9%
Turquie	1,16	2,6%
Pays-bas	0,98	2,2%

Volume globale des importations : CHF 76 milliards

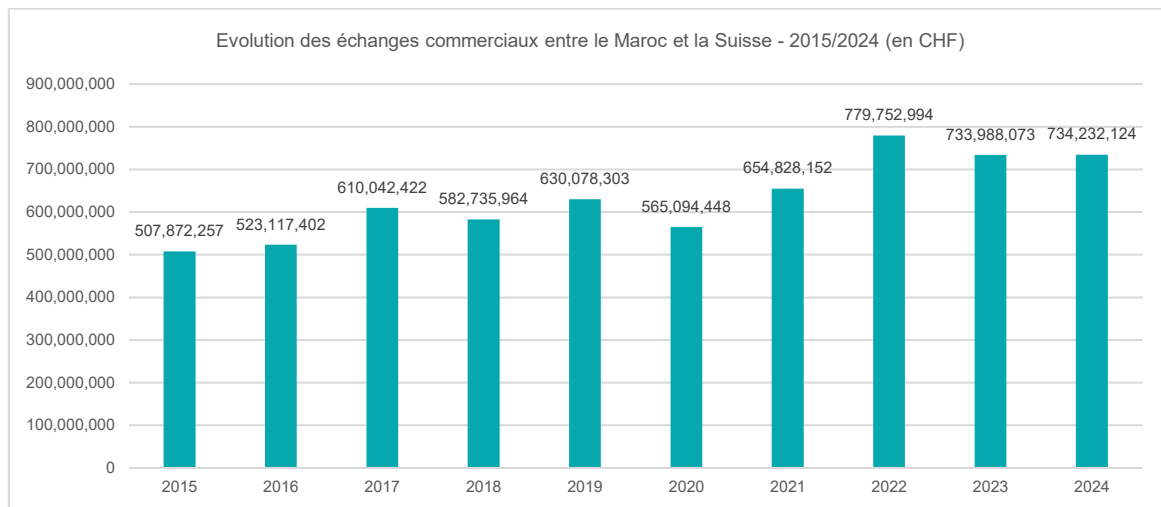
Pays	Importations en milliards de MAD	Pourcentage des importations globales
Espagne	11,88	15,6%
Chine	9,02	11,9%
France	7,14	9,4%
Etats-unis	7,08	9,3%
Allemagne	3,98	5,2%
Turquie	3,93	5,2%
Italie	3,46	4,5%
Arabie saoudite	2,48	3,3%
Portugal	1,98	2,6%
Inde	1,57	2,1%

Source(s) : Office des Changes du Maroc – Rapport Commerce Extérieur 2024

1 CHF = 10 MAD

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte



Période	Import		Export		Balance
	Valeur (CHF)	Evolution %	Valeur (CHF)	Evolution %	Valeur (CHF)
2018	246'173'331	-10.3	336'562'633	0.3	90'389'302
2019	276'741'303	12.4	353'337'000	5	76'595'697
2020	258'779'340	-6.5	306'315'108	-13.3	47'535'768
2021	307'365'998	18.8	347'462'154	13.4	40'096'156
2022	365'371'979	18.9	414'381'015	19.3	49'009'036
2023	331'308'365	-9.3	402'679'708	-2.8	71'371'343
2024	347,692,732	4.9	386,539,392	-4	38'846'660

Exportations	2022 (% du total)	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	29%	35%	45%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	17%	23%	20%
3. Machines, appareils, électronique	18%	22%	16%
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	24%	10%	10%

Importations	2022 (% du total)	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Textiles, habillement, chaussures	28%	32%	33%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	19%	19%	21%
3. Métaux précieux et pierres gemmes, y compris l'or et l'argent en lingots	13%	0,2%	-
4. Véhicules	14%	18%	18%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (Swiss Impex) 2024

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte : année 2023 (recettes en millions de CHF)

	Pays	2022	2023	2024
1	France	1.131,3	1.296,2	1.355,8
2	Emirats Arabes Unis	404,3	395,0	456,1
3	Allemagne	99,3	188,7	246,9
4	Espagne	253,5	310,6	234,7
5	Chine	72,6	95,9	208,6
6	Etats-Unis	774,1	188,6	207
7	Grande Bretagne	326,2	307,8	179,7
8	Hong-Kong	3,4	9,8	157,2
9	Luxembourg	138,3	184,1	150,5
10	Pays-Bas	199,7	179,4	141,1
11	Irlande	88,5	53,7	137,1
12	Italie	47,2	91,0	122,2
13	Suisse	78,4	69,3	113,3
14	Belgique	50,7	55,5	58,3
15	Arabie Saoudite	25,6	37,4	55,9
16	Singapour	13,0	29,1	55,0
17	Canada	40	29,4	36,6
18	Koweït	20	10	17,4
19	Egypte	0,6	4,5	3,5

Source : Office des Changes – 2024 - Maroc

1 CHF = 10 MAD